

**Groupe d'information sur l'arrêt des travaux miniers
dans le bassin houiller (GIATM)**

**Compte rendu de la réunion
du 14 septembre 2007
à Schoeneck**

Le groupe d'information sur l'arrêt des travaux miniers (GIATM) s'est réuni le 14 septembre 2007 à 14h30, au centre socioculturel de la ville de Schoeneck, sous la présidence de M. Tardieu, sous-préfet de Forbach.

Etaient présents :

M. Tardieu	Sous-préfet de Forbach, président
M. Jung	Secrétaire général de la sous-préfecture de Boulay
M. Fellingner	Maire de la Commune de Schoeneck
M. Cosquer	Charbonnages de France
M. Prince	Charbonnages de France
M. Bendif	Charbonnages de France
M. Stirnweiss	Communauté d'Agglomération de Forbach
M. Dastillung	Communauté de Communes du Warndt
M. Meunier	Communauté de communes de Faulquemont
M. Lange	Conseil Régional
M. Laigre	DRIRE Lorraine
M. Hirsch	DRIRE Lorraine
Mlle Robert	DDASS Moselle
Mme Dellinger	DDAF Moselle
Mlle Auburtin	Préfecture de la Moselle, DEDD
Mme Potin	Préfecture de la Moselle, DEDD
M. Chardon	ADELP
M. Glanois	CLCV ROSBRUCK
M. Lusson	GECNAL
M. Birtel	ADEPRA
M. Huerner	UFC QUE CHOISIR
Mme Bernard	Agence de l'Eau Rhin-Meuse
M. Proth	EPF Lorraine
M. Foucher	BRGM/DPSM
M. Guise	BRGM/DPSM

M. le maire de Schoeneck accueille les participants à la réunion.

M. le sous-préfet de Forbach remercie le maire de Schoeneck de la mise à disposition de la salle du centre socioculturel pour la tenue de la réunion.

A titre liminaire, il rappelle que si Charbonnages de France (CdF) va disparaître à la fin de cette année il n'en sera pas de même pour le groupe d'information sur l'arrêt des travaux miniers (GIATM), qui sera à l'avenir appelé à prendre la forme d'une instance de concertation et d'information sur les risques miniers, conformément aux orientations définies

par une récente circulaire du ministre chargé des mines. La composition de l'instance sera redéfinie à cette occasion. Il précise par ailleurs qu'il sera en tout état de cause opportun de tenir une nouvelle réunion du GIATM dans sa configuration actuelle, en décembre, afin de présenter, immédiatement avant la dissolution de CdF, un nouvel état de la situation administrative des concessions et de l'avancement des mesures prescrites. Il rappelle et souligne, enfin, que les obligations résiduelles de l'exploitant en application du code minier seront prises en charge par l'Etat au-delà de la dissolution.

M. le sous-préfet de Forbach présente ensuite l'ordre du jour de la réunion, comprenant les points suivants :

- 1) état d'avancement des procédures administratives (DRIRE) ;
- 2) état d'avancement technique des études et travaux prescrits à CdF (DRIRE) ;
- 3) installations hydrauliques de sécurité (DRIRE) ;
- 4) surveillance des eaux (CdF) ;
- 5) cession du patrimoine immobilier de CdF (CdF).

Il indique qu'il sera ajouté à ces divers sujets, en points divers, une présentation sur les événements sismiques connus depuis l'ennoyage dans le bassin houiller.

L'ensemble des présentations réalisées en réunion sera mis à disposition dans les meilleurs délais sur le site Internet de la DRIRE à l'adresse : <http://www.lorraine.drire.gouv.fr>.

1) Etat d'avancement des procédures administratives

M. Laigre présente ce point, qui fait l'objet d'une communication visant à faire ressortir les éléments nouveaux intervenus depuis la précédente réunion, en l'occurrence la poursuite de l'instruction des demandes de renonciation pour quatre concessions du secteur de Faulquemont, le dépôt d'une demande de renonciation pour sept concessions attachées à la concession de La Houve, et l'intervention d'un second donné acte pour le puits de Hombourg, dont l'utilisation pour la production d'eau potable est envisagée.

Lors de cette présentation il est notamment souligné que les procédures d'arrêt des travaux concernant les trois concessions de La Houve, De Wendel et Sarre-et-Moselle ne pourront connaître un second donné acte, autre que partiel, avant la dissolution de CdF dès lors que les mesures prescrites à l'exploitant s'inscrivent dans une échelle de temps qui dépasse très largement l'échéance de cette dissolution.

M. Stirnweiss souhaite qu'il lui soit précisé si la non atteinte du second donné acte s'accompagne ou non de conséquences particulières sur les enjeux de cession du patrimoine tels qu'ils ont été négociés entre CdF et les collectivités locales.

M. Cosquer indique qu'il convient de considérer que prévaut une indépendance entre les deux aspects concernés et estime qu'il doit être considéré que l'absence de second donné acte n'est pas bloquant au regard de la cession du patrimoine immobilier.

M. le sous-préfet de Forbach indique que de manière générale le code minier se superpose à la problématique foncière, mais n'y est pas lié. La seule connexion susceptible d'exister tient dans la nécessité de prévoir, en tant que de besoin, des servitudes pour l'exercice de certaines mesures prescrites à l'exploitant.

2) Etat d'avancement technique des études et travaux prescrits à CdF

M. Hirsch expose cet état d'avancement en le déclinant en plusieurs volets relatifs à la stabilité des terrains, aux aléas inhérents aux gaz de mine, et aux aléas intéressant les eaux superficielles et souterraines.

A la demande de M. Stirnweiss, la nature du phénomène de fontis est expliquée.

M. Stirnweiss demande par ailleurs si les indices de détection de gaz sur les points de contrôle en surface se matérialisent sous la forme d'une qualification ou d'une quantification.

M. Prince confirme que les débits de gaz sont mesurés au niveau des exutoires et les concentrations déterminées, en particulier, aux points de contrôle en surface (PCS).

M. le sous-préfet de Forbach souhaite qu'on rappelle quels seront, au-delà des exutoires prévus sous la forme de points de décompression, les zones où le gaz sera capté aux fins de valorisation dans les années qui viennent.

M. Cosquer rappelle que les stations de captage prévues à cet effet sont rattachées aux puits Saint Charles, Marienau, Simon, Peyerimhoff, Reumaux, Cuvelette. Ces installations de collecte du grisou aux fins de valorisation commerciale n'ont pas vocation à fonctionner au-delà de quelques années, correspondant à la phase de la remontée de l'eau dans les compartiments miniers, au terme desquelles le gaz ne sera plus mobilisable.

M. Hirsch précise que le démantèlement des installations de captage est prévu par CdF. Cette mesure figure aux nombres des dispositions décrites dans les dossiers d'arrêt des travaux miniers, tout comme son coût.

M. Langlois prend note des informations contenues dans l'exposé, mais souligne que la problématique du radon n'y est pas évoquée, alors même que selon lui il s'agit d'un problème majeur de santé publique au regard duquel il ne lui semble pas acceptable que des mesures compensatoires ne soient pas d'ores et déjà prévues.

M. Hirsch rappelle que la problématique du radon a bien été prise en compte dans le cadre des arrêtés préfectoraux de premier donné acte, sous la forme d'une campagne de mesures qui sera à réaliser en temps nécessaire, à savoir en fin d'ennoyage des vides miniers. Ceci implique une première campagne en 2008-2009 par le DPSM/BRGM pour le secteur de La Houve.

M. Laigre souligne que la réalisation de telles analyses constitue un préalable pour caractériser le risque, des mesures compensatoires ne pouvant être définies d'emblée et sans justification de la mise en évidence d'un risque avéré.

M. Stirnweiss estime qu'une approche pertinente pour la caractérisation du risque radon devrait conduire les pouvoirs publics à mobiliser des données contextuelles sur les expositions dans le bassin houiller. Fautes de telles données, visant à caractériser le « bruit de fond » de l'exposition, il mentionne qu'il ne sera pas possible de faire la part des choses entre un éventuel risque spécifiquement induit ou renforcé par l'arrêt des travaux miniers et le risque d'exposition qui, le cas échéant, existerait déjà à l'état naturel.

M. Chardon demande qu'il lui soit indiqué si l'on observe à ce jour des effets de l'ennoyage sur la qualité de l'eau potable.

M. Prince indique que pour que puissent être détectées d'éventuelles conséquences qualitatives de l'ennoyage sur l'AEP, il faudrait que l'ennoyage ait d'ores et déjà induit la remontée de la nappe, ce qui n'est absolument pas le cas à ce stade du processus. Si des évolutions qualitatives étaient observées sur certains captages, cela ne pourrait être que le fait de causes étrangères à l'ennoyage.

M. Hirsch rappelle que le dispositif de surveillance piézométrique mis en place et permettant notamment la surveillance des risques pour les captages permettra, en tout état de cause, de caractériser d'éventuels problèmes d'évolution qualitative avec une anticipation de l'ordre d'une vingtaine d'années par rapport à la matérialisation du risque aux points de prélèvements utilisés pour l'alimentation en eau potable des populations.

M. le sous-préfet de Forbach demande des précisions sur la situation du Leibsbach au regard des rejets qui y sont réalisés et du soutien d'étiage.

M. Prince expose que le forage référencé F28 assure un soutien au débit de 30 m³/h, tel que prescrit par l'arrêté préfectoral de premier donné acte de La Houve. Ce dispositif ne devrait toutefois plus être nécessaire au-delà de l'échéance 2015, qui devrait marquer le retour du cours d'eau à une situation telle qu'elle préexistait avant l'exploitation. En effet, les

travaux visant à reprofiler le lit de ce cours d'eau pour que sa source retrouve sa situation d'origine devraient être terminés à cette date.

M. Chardon conteste la présentation de l'incidence à attendre de l'arrêt des travaux miniers sur les crues. Il estime que des effets existeront en lien avec les affaissements miniers et les modifications de bassin versant résultant de l'exploitation.

M. Prince souligne qu'il n'y a, selon lui, aucune raison objective de considérer que l'exploitation minière aurait en quoi que ce soit modifié les bassins versants de la vallée de la Rosselle. Une éventuelle modification de la pluviométrie peut également impliquer un changement des débits de crues, mais ce paramètre n'implique pas la responsabilité de l'exploitant.

M. Hirsch rappelle qu'il a été prescrit à l'exploitant de réaliser une étude générale sur l'incidence de l'arrêt des travaux miniers sur les hautes eaux dans la vallée de la Rosselle et ses affluents, visant à compléter et préciser les éléments déjà produits par l'exploitant dans le cadre de sa déclaration d'arrêt des travaux. Cette étude n'a pas encore été rendue à la DRIRE, mais devrait l'être pour la fin du mois de septembre.

M. le sous-préfet émet le souhait que les résultats de l'étude en question soient présentés lors de la prochaine réunion du GIATM.

M. Glanois intervient sur la question des risques d'inondation dans le secteur du Weihergraben à Rosbruck. Il estime que le plan de prévention des risques (PPR) approuvé en 2002 au regard de ces risques serait inexact au sens où il n'aurait pas intégré les affaissements liés aux exploitations minières et ne refléterait pas la réalité de la zone d'aléa.

M. le sous-préfet de Forbach rappelle qu'un PPR n'a pas pour objet de stigmatiser tel ou tel acteur dont les actions ou les aménagements auraient été susceptibles d'avoir des répercussions sur le risque d'inondation. Un PPR n'intègre pas, en conséquence, la notion de mesures compensatoires. Il indique qu'il s'agit d'un instrument établi sous la maîtrise d'ouvrage de l'Etat permettant d'assurer la gestion de la constructibilité en adéquation avec les risques mis en évidence, qui doit être clairement distingué du cadre réglementaire de l'arrêt des travaux miniers. Il indique que, s'il devait être avéré que le PPR n'a pas pris en compte l'intégralité de la zone d'aléa du Weihergraben, il conviendrait alors d'en tirer les conséquences en procédant à la révision du plan précédemment approuvé.

M. Chardon souhaiterait qu'on lui apporte des précisions sur le traitement de sites et sols pollués. Il cite le parc à charbon de Betting-lès-Saint-Avold et le triangle de Marienau.

M. le sous-préfet de Forbach indique que le parc à charbon de Betting-lès-Saint-Avold n'est pas répertorié dans les bases de données du ministère de l'écologie, de l'aménagement et du développement durables comme un site pollué.

M. Bendif expose que le triangle de Marienau fait l'objet d'actions planifiées sur la base des résultats d'une étude des risques réalisée en 2005. Ces actions ont été définies en relation étroite avec les administrations françaises et allemandes, dans le respect des réglementations en vigueur de part et d'autre de la frontière, à des coûts considérés comme raisonnablement acceptables. Les travaux, qui s'engageront au mois d'octobre, pour une durée prévisionnelle de 15 à 16 mois, consisteront en un confinement in situ de la pollution, notamment par la mise en place d'une membrane sur l'ensemble du site (5 ha), ainsi que de murets en bentonite permettant de maîtriser tout risque de transfert de la pollution à l'extérieur des zones contaminées.

3) Installations hydrauliques de sécurité

Ce point est présenté par M. Hirsch.

M. le sous-préfet s'interroge sur la distinction effectuée entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 92 du code minier et les conséquences pratiques qui en résultent, par exemple pour la station Lillig mentionnée dans l'exposé de la DRIRE.

M. Laigre rappelle que la distinction s'opère selon le critère des enjeux de sécurité publique, à savoir qu'au sens du code minier, l'Etat n'a pas vocation à reprendre l'exploitation d'installations hydrauliques qui ne présenteraient pas de tels enjeux. Au regard de ces installations, qui relèvent ainsi du premier alinéa de l'article 92, l'exploitant dispose du pouvoir d'arrêter celles-ci dès lors que la collectivité compétente n'aurait pas manifesté d'intérêt pour en assurer la reprise ou qu'un accord n'aurait pas été trouvé dans le cadre d'une négociation bilatérale engagée avec l'exploitant minier.

4) Surveillance des eaux

M. Prince expose le résultat des mesures réalisées aussi bien concernant la piézométrie (remontée des eaux) que la qualité des eaux minières.

Concernant la remontée des eaux, il indique qu'on observe un léger retard dans la vitesse de remontée, qui s'avère toutefois infime, de l'ordre de 2 à 3 mois par rapport aux prévisions. En l'état des données acquises, le recalage des estimations précédemment réalisées conduit à estimer qu'on devrait atteindre le permien en 2011 pour les secteurs du Warndt, de Vouters, Simon, Geislautern et Saint-Charles. Il indique par ailleurs que l'atteinte du permien sera vérifiée plus tôt pour le secteur de la Houve, à savoir dès 2009.

Concernant la qualité des eaux, M. Prince appelle à faire preuve de précaution dans l'analyse qui pourrait être faite des données présentées, lesquelles traduisent des évolutions ponctuelles parfois difficilement interprétables au regard des phénomènes en jeu. Il souligne ainsi que ces résultats doivent bien être perçus comme des données qui n'ont pas vocation à préfigurer une tendance de long terme. Par exemple, il indique qu'on peut logiquement s'attendre à ce que les teneurs en chlorures, en baisse dans les secteurs Est (Simon 5) et Centre (Vouters) depuis l'arrêt des exhaustes, s'inscrivent de nouveau en hausse dès lors que les pompages dans les compartiments miniers seront mis en œuvre.

M. Birtel demande quel est le résultat des mesures réalisées pour les PCB. Il est indiqué que les résultats d'analyses prescrites figurent dans l'exposé présenté.

5) Cession du patrimoine immobilier de CdF

Ce point est présenté par M. Prince.

6) Points divers

M. Laigre présente les données relatives à la détection des événements sismiques connus dans le bassin houiller depuis l'ennoyage.

M. Stirnweiss estime qu'au regard de ces informations il aurait été intéressant de disposer d'éléments de comparaison avec les effets, par exemple, du passage d'un poids lourd sur une route entraînant des vibrations sur les maisons riveraines.

M. Glanois affirme que si l'on s'intéresse non pas à la période écoulée depuis l'ennoyage, mais à la période écoulée depuis l'arrêt des travaux miniers au sens strict, le nombre d'événements sismiques serait très supérieur. Il mentionne également les dommages connus sur le bâti par la commune de Rosbruck.

M. Laigre indique qu'en l'état de la connaissance, les données répertoriées et présentées en réunion ne permettent pas d'accréditer cette affirmation. Il estime par ailleurs qu'il relève d'un amalgame que de lier les événements objet de la présentation et les dommages miniers antérieurs sur Rosbruck, en relation avec les affaissements de terrains.

M. Stirnweiss regrette que sur ce dossier il ait été fait état d'informations alarmistes largement relayées par les médias. Il estime que ces couvertures médiatiques nuisent d'évidence à l'image du bassin houiller et contribuent de fait à contrecarrer les efforts développés par les élus locaux pour assurer la reconversion de ce territoire. Il mentionne par

ailleurs les panneaux figurant sur l'autoroute A320 faisant état de risques d'affaissements miniers et estime que ceux-ci devaient être enlevés car ils n'ont désormais plus lieu d'être.

M. Chardon rappelle qu'en ce qui concerne la question de l'eau potable il avait déjà eu l'occasion de souligner qu'il trouve anormal que ce soit le consommateur qui paye le surcoût de la restructuration liée à l'arrêt des exhaures. Il souhaite des compensations pour ceux-ci.

M. Glanois pose la question du traitement du dossier des dégâts miniers, lequel aurait du, selon lui, faire l'objet d'une réunion spécifique dans le bassin houiller.

M. le sous-préfet indique que le Préfet de Région a organisé une réunion sur ces questions en mars 2007, à laquelle le milieu associatif a été largement associé. Il n'a pas le souvenir qu'une réunion spécifique au bassin houiller ait été envisagée à cette occasion. L'organisation d'une telle réunion pourrait éventuellement être sollicitée par les acteurs concernés auprès de M. Niquet, le Préfet de Région récemment installé.

M. Lange déclare que le conseil régional a déjà fait part à plusieurs reprises de ses craintes au regard des conditions de l'arrêt des travaux miniers dans le bassin houiller. Il estime que l'analyse des experts ne peut pas être considérée comme totalement fiable si l'on en croit les désordres d'origine minière intervenus dans le bassin ferrifère.

M. le sous-préfet rappelle que, dans le cadre des travaux du GIATM, l'Etat n'a eu de cesse d'exposer que les questionnements du bassin ferrifère ne sauraient être transposés au bassin houiller. Ces deux bassins constituent des milieux géologiques différents, n'ont pas été exploités pour le même gisement, et ont fait l'objet de méthodes d'exploitation distinctes.

M. Laigre indique par ailleurs que le contenu et le niveau d'approfondissement respectif des études produites dans le cadre de l'arrêt des travaux dans le bassin ferrifère, à une époque où les risques étaient mal connus, et ceux des expertises plus récemment conduites dans le bassin houiller ne sauraient non plus se prêter à une comparaison.

M. Stirnweiss souligne toute l'importance de ne pas confondre les problèmes d'un bassin minier avec ceux d'un autre dès lors que le contexte est différent.

M. le sous-préfet de Forbach remercie les participants et lève la séance.

Le sous-préfet de Forbach,



Guy TARDIEU